

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
MAPA – Article L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique

Objet du marché :

Mise à jour de l'Atlas Zones Inondables sur les bassins versants de la Sèvre Niortaise et du Curé dans le cadre de la mission RDI en Charente-Maritime

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Pouvoir adjudicateur

État, Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Charente-Maritime

La Rochelle le, **28 JAN. 2026**

Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Charente-Maritime,



Xavier AERTS

Sommaire

Article 1 : OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1. Objet du marché.....	3
2. Définition de la procédure.....	3
3. Notifications par échanges dématérialisés.....	3
4. Durée du marché.....	3
5. Point de départ du délai d'exécution.....	3
6. Décomposition du marché.....	3
7. Dispositions générales.....	4
7.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.....	4
7.2 Assurances.....	4
8. Compléments à apporter au CCTP.....	4
Article 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	4
Article 3 : PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	5
1. Règlement des comptes.....	5
1.1 Avance.....	5
1.2 Acomptes.....	5
1.3 Règlement du solde.....	5
1.4 Paiement des co-traitants et des sous-traitants.....	5
1.5 Modalités du règlement des comptes du marché.....	5
1.6 Modalités de transmission dématérialisée des demandes de paiement.....	6
2. Variation dans les prix.....	6
2.1 Nature des prix.....	6
2.2 Application de la taxe à valeur ajoutée.....	7
Article 4 : DÉLAI D'EXÉCUTION – PENALITES.....	7
Article 5 : RÉSILIATION.....	7
Article 6 : PROPRIÉTÉS INTELLECTUELLES.....	7
Article 7 : VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS.....	7
Article 8 : RESPONSABILITÉ.....	7
Article 9 : NANTISSEMENT ET CESSION DE CRÉANCE.....	8
Article 10 : RÈGLEMENT DES LITIGES.....	8
Article 11 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	8

Article 1 : OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Objet du marché

L'objectif de ce marché est la mise à jour de l'atlas zones inondables de la Sèvre Niortaise et du Curé.

Le périmètre de la mission s'étend sur le bassin versant de la Sèvre Niortaise et sur le bassin versant du Curé, côté Charente-Maritime. Leur exutoire se situe dans la Baie de l'Aiguillon, dans la commune de Charron pour le Curé et la Sèvre Niortaise. Ce secteur a la particularité de présenter beaucoup de petits canaux.

Par rapport à l'Atlas des Zones Inondables actuel, ce marché présente un ajout de la partie aval, à la côte avec influence océanique (canal de la Chaudière, de la Penissière, fossé de Lavinaud, fossé du Cravans / Canal de la Banche) ainsi que sur le secteur Marans Nord.

Cette étude a pour but d'étudier l'aléa débordement de cours d'eau mais aussi d'étudier les influences du ruissellement, des remontées de nappes et du milieu maritime.

Les prestations et leurs spécifications techniques sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2. Définition de la procédure

Ce marché est lancé sous la forme d'un marché à procédure adaptée selon l'article L2123-1 du code de la commande publique, compte tenu des montants estimés de ce marché et de l'objet de celui-ci.

3. Notifications par échanges dématérialisés

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur sera faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.

4. Durée du marché

La durée totale du marché est de 24 mois.

5. Point de départ du délai d'exécution

Le délai d'exécution part de la date définie par l'ordre de service.

Le délai d'exécution est fixé à 18 mois.

6. Dispositions générales

Le CCAG pris en référence est le CCAG-PI du 30 mars 2021 abrogeant au 1^{er} octobre 2021 la version précédente du 16 septembre 2009.

1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39.1 du CCAG-PI.

2 Assurances

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire doit justifier dans un délai de 8 jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle en cas de dommages occasionnés aux biens et aux personnes à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au marché.

7. Compléments à apporter au CCTP

Aucun complément n'est envisagé.

Article 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

Pièces particulières :

- l'Acte d'Engagement (AE);
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP);
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF);

Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021 ;

Article 3 : PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

1. Règlement des comptes

1.1 Avance

Une avance est versée au titulaire sauf indication contraire dans l'article 4 de l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois (article R2191-7 du code de la commande publique).

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le montant de l'avance sera de 30 %.

Leurs montants sont fixés selon les modalités de l'article 11.1 du CCAG-PI.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 %. Il devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 %.

1.2 Acomptes

Le montant de chacun d'eux est déterminé par le pouvoir adjudicateur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant, produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

1.3 Règlement du solde

Conformément à l'article 11.7.1. du CCAG-PI, la demande de paiement est adressée au pouvoir adjudicateur après la décision de réception.

1.4 Paiement des co-traitants et des sous-traitants

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché. Le titulaire joint à sa demande de paiement une attestation indiquant la somme à régler à chaque sous-traitant concerné ; cette somme inclut la TVA.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 Euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

1.5 Modalités du règlement des comptes du marché

La DDTM17 se libère des sommes dues au titre du marché sur présentation des demandes de paiement émises par le prestataire, après exécution des prestations et après certification du service fait, en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert par le prestataire.

Sont déduites, le cas échéant, les pénalités prévues au cahier des charges.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des **intérêts moratoires** et l'**indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement** aux articles L2192-12 à L2192-14 du code de la commande publique, au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de **huit points** de pourcentage.

Le mode de paiement est le virement administratif au compte figurant en page de garde de l'Acte d'Engagement.

1.6 Modalités de transmission dématérialisée des demandes de paiement

La transmission des demandes de paiement dans le cadre du présent marché doit être effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la **facturation électronique**.

Le titulaire utilisera le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL : **<https://chorus-pro.gouv.fr>**

- En déposant ses factures sur le portail,
- En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Outre les indications prévues à l'article 11 du CCAG, les factures dématérialisées devront mentionner :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET État : 11 000 201 100 044)
- le code service exécutant (CGFB 200087 (DGFIP à Limoges)) ;
- le n° d'EJ CHORUS, (figurant sur la page de garde de l'acte d'engagement).

Les conditions générales d'utilisation figurent sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Plus d'informations sur les modalités sont disponibles sur le site : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est également possible de contacter le site : aife.dematerialisation@finances.gouv.fr ou à l'adresse : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm?id=aife_contact

2. Variation dans les prix

2.1 Nature des prix

Compte tenu de la durée du marché, les prix sont **fermes actualisables**.

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la signature de l'acte d'engagement par les soins du titulaire.

Le prix ferme sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date d'établissement du prix initial et la date de notification du marché.

Cette actualisation est effectuée par application au prix initial du marché d'un coefficient d'actualisation (C1) donné par la formule :

$$C1 = \frac{Im-3}{Io} \quad Pa = C1 * Po$$

dans laquelle :

- Io : index du mois mo (mois d'établissement des prix) ;
- Im-3 : index du mois antérieur de trois mois au mois « m » contractuel de commencement d'exécution des prestations ;
- Pa : prix actualisé ;
- Po : prix initial du marché.

Ce mois « m » est celui de l'accusé de réception par le titulaire, soit de la notification de son marché, soit de la décision prescrivant le commencement de l'exécution, soit de la date de commencement portée sur la décision.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index national :

ING – Ingénierie publié sur le site de l'INSEE

2.2 Application de la taxe à valeur ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution des services.

Article 4 : DÉLAI D'EXÉCUTION – PENALITES

Par dérogation aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG/Prestations intellectuelles, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé **par le fait du titulaire**, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités de 100 € par jour.

Article 5 : RÉSILIATION

Les dispositions des articles 36 et suivants du CCAG/PI sont seules applicables.

Article 6 : PROPRIÉTÉS INTELLECTUELLES

Pour l'utilisation des résultats des études objet du marché, il est fait application de l'article 35.2.3 du C.C.A.G.-P.I.

Article 7 : VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS

Les prestations, objet du marché, sont soumises à des opérations de vérification dans les conditions précisées ci-après, par dérogation aux dispositions des articles 28 et 29 du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI).

La DDTM17 dispose d'un délai de vingt et un (21) jours calendaires à compter de la date de remise des livrables pour faire connaître sa décision d'accepter, d'ajourner ou de rejeter les prestations exécutées par le Titulaire. La moindre anomalie constatée par la DDTM17 entraîne l'ajournement, le rejet ou l'admission avec réfaction des résultats réalisés, selon la gravité de la défaillance.

La DDTM17 notifie, dès constatation de la défaillance, sa décision.

Article 8 : RESPONSABILITÉ

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations objet du marché. Il ne saurait dégager sa responsabilité de toute intervention extérieure dans l'exécution des prestations telles que décrites dans l'ensemble des pièces contractuelles, sauf à rapporter la preuve que le fait à l'origine du non-respect de ses engagements contractuels ne lui est pas imputable.

Article 9 : NANTISSEMENT ET CESSIION DE CRÉANCE

En vue de l'application du régime de nantissement prévu par les articles R2191-45 à R2191-63 de la commande publique seront désignés :

- comme ordonnateur : le Directeur de la DDTM17 ;
- comme comptable assignataire des paiements : le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Haute-Vienne,

En cas de cession de créance, l'acte de cession doit être adressé directement, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, au comptable assignataire des paiements : Direction Départementale des Finances Publiques de la Haute-Vienne, DDFIP 87, 31 rue Montmailler, 87 043 Limoges Cedex.

Article 10 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de POITIERS : Hôtel Gilbert, 15 rue de Blossac, BP 541, 86020 POITIERS CEDEX

Tél : 05 49 60 79 19

Courriel : greffe.ta-poitiers@juradm.fr

Article 11 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG-PI :

CCAP 1.6.2	déroge à l'article	9 du CCAG-PI
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG-PI
CCAP 4	déroge aux articles	14.1 et 14.2 du CCAG-PI
CCAP 7	déroge aux articles	28 et 29 du CCAG-PI